

les exclus du QUART-MONDE en France

Le Quart-Monde est à notre porte, et on en parle rarement, ou sous forme de faits divers. Ses frontières sont floues, on ne sait pas très bien qui appartient ou non à ce monde-là.

Ce jeune à bout de ressources que nous croisons, quelle est son histoire ? Comment peut-on en arriver là ? Qui est responsable ?

La crise ayant multiplié les personnes en grandes difficultés, on s'alarme cependant : et si, demain, un voisin, un cousin, basculait lui aussi ?

Alors on redécouvre le problème, avec un nouveau nom : l'exclusion. L'État revient sur des dispositions légales périmées, parfois aberrantes, au nom des droits de l'être humain.

Pour rendre leur dignité à ceux qui sont exclus ?

Pour libérer les consciences des mieux-pourvus ?



Bibliothèque de rue à Saint-Brieuc

Mots clés :

chômage, éducateur, exclusion, expulsion, loi, mendiant, pauvreté, placement, Quart-Monde, regard, santé, témoignage, travail.

SOMMAIRE

Le Quart-Monde

Les origines du mot "Quart-Monde"
Habitat
Combien sont-ils ?
Histoire de la pauvreté : quelques dates

Le Travail

parcours
petits boulots
Chômage
Mouvement des chômeurs
Mendicité

Engrenage de la pauvreté

Manque de culture
Utilisation des ressources
Le pauvre paie plus cher...

La santé

Nanterre
profil médical
la couverture sociale
quelques initiatives

Le Quart-Monde et l'École

Peur d'être jugé
Ecrit contre l'exclusion

Réputation

Regards sur la "ZEP"

interview
Carnet d'une animatrice

Regard de la société

Témoignages
Le métier d'éducatrice

Institutions sociales

Placement des enfants
idées lumineuses... à l'EDF
Aucun respect : saisies, expulsions

Qui défend le Quart-Monde ?

Valeurs méconnues
Résistance courage - et découragement
La cité
Des actions pour le Quart-Monde
A.T.D.
Alerte
Ceux qui aident : illustrations
Une loi d'orientation et de programmation

Conclusion

Bibliographie

- - - - -

-

Auteure : Madeleine MOUGET-RENAULT avec le chantier BT2.

Coordination du projet : Colette HOURTOLLE.

Collaborateurs: Marité BROISIN, Annie DHÉNIN, Claude DUMOND, Cécile LACROIX, Claire VAPILLON et leurs élèves, ainsi que Marie-Noël BOCCON-GIBOD, Jacques BRUNET, Simone CIXOUS, Michel MULAT, Annie NAJIM, Sabine CONTREPOIS, Maguitte EMPRIN, Gérard SALAGNON.

Coordination générale du chantier BT2 de l'Institut coopératif de l'École moderne: Michel MULAT .

Photographies Jacquie MINAUD : p. 17- Madeleine MOUGET-RENAULT: p. 18. Document p. 24 DR-

Maquette et actualisation 2007 : Annie Dh »nin, janvier 2008

LE "QUART-MONDE"

Les origines du mot "Quart-Monde"¹

Sous la Révolution de 1789, parmi ceux qui tentaient de défendre le droit des pauvres, le député Dufourny de Villiers voulut faire entendre la voix des infortunés et des vagabonds. Afin que les États-Généraux tiennent compte de la population non reconnue dans les ordres établis (Clergé, Noblesse, Tiers-Etat), il écrivit les *Cahiers du Quatrième Ordre*

A partir des expressions "Quatrième Ordre" et "Tiers-Monde", Joseph Wresinski, fondateur (en 1960) du mouvement "Aide à Toute Détresse" créa le mot "Quart-Monde" pour donner une identité à un peuple debout pour permettre la misère et retrouver sa dignité.

Qui sont les plus pauvres ?

Il s'agit des gens situés au plus bas de "l'échelle sociale", qui subissent sur tous les plans à la fois les effets des injustices et des inégalités (logement, santé, travail, revenus, instruction). C'est **un monde d'exclus**, trop souvent considérés comme "irrécupérables" et condamnés à vivre dans la misère.

A cette population qui a **un passé d'extrême pauvreté depuis plusieurs générations**, il convient d'ajouter les **victimes du chômage** dû aux nouvelles structures économiques, aux transformations des milieux industriels, agricoles, à la modernisation de la pêche.

Il y a également des nomades réduits à la vie sédentaire sans moyens d'existence, des petits artisans et des commerçants qui ne sont plus "dans la course", et de plus en plus de familles d'origine étrangère, et ceux qui subissent une "cassure" dans une vie jusque là normale (divorce, déménagement, changement d'emploi...)

Une misère "héréditaire"

"J'ai à peine connu mes parents, mon père buvait, je n'ai pas été élevée chez eux. J'ai été placée tout petite dans une famille très bonne qui a accueilli aussi mon petit frère. J'ai d'autres frères que je ne connais pas. Puis, l'assistante sociale à qui je ne pardonne pas, m'a confiée à d'autres parents nourriciers méchants. Je me sauvais pour retourner chez les autres. Toujours on me ramenait où je ne voulais pas." Marilou, 49 ans, Bretagne.

"On habitait dans les bois. Mon grand-père ramassait des peaux de lapins dans les fermes et les faisait sécher pour les vendre. Ma grand-mère fabriquait des balais, on les vendait en faisant du porte à porte." Monsieur Pluchot, 70 ans, Saône et Loire

Un passé douloureux

La galère "J'étais marié, j'avais trois enfants. Mais voilà, le 16 janvier 1971, le malheur arrive, mon épouse décède d'une maladie cardiovasculaire. Mon existence bascule, je suis perdu. Mes enfants sont placés dans ma famille.

Je quitte tout, je pars sur les routes où je trouve l'alcool, la drogue, la prison. Je suis un SDF comme on dit. Plus de quinze ans de galère.

Je reviens sur Brest. Avec l'aide de ma mère, j'arrive à louer une petite chambre-cuisine, où je vis avec des copains qui sont dans la même galère. On fait la manche dans les rues et les églises."

Jean-Noël - Brest - 1996

la vie de Paulette...

La peur du lendemain

"Quand il faut coucher dans les bois, dans un lavoir, dans un local à poubelles ou sous les escaliers d'un immeuble et qu'on vous fait dégager..."

il y a des gens qui ont la peur en eux-mêmes, la peur du lendemain, de ce qui va se passer et de tout le circuit qu'il faut faire pour retrouver un peu de dignité. Quand on comprendra que la misère

¹ Malgré l'usage qui en est fait couramment, ce n'est pas un nouveau mot pour désigner les très pauvres des temps modernes.

abîme celui qui y vit, je crois qu'on aura fait un grand pas.
contre la misère - 1996

Colloque : La Culture

"Mon père, il raflait toutes les "allocs" pour acheter une bagnole d'occasion. Alors, quand Noémie est née, y'avait pas de draps dans son lit. Ma mère l'enveloppait dans des torchons".

Johan, 9 ans

On constate que ce peuple démuné connaît de père en fils la précarité¹ ; dans l'histoire des personnes vivant dans le dénuement, on retrouve très souvent la misère pour héritage avec la constante des expulsions et le placement des enfants qui font éclater, disséminent et fragilisent les familles.

Habitat

"Est-on vraiment de mauvais parents parce qu'on ne peut pas s'offrir un logement décent ?"

Mme Pélégry

Les marginaux s'abritent dans les formes d'habitats les plus médiocres que tolère le pays :
- anciennes H.L.M. quittées par les familles ouvrières pour leur manque de confort (pas d'eau courante ni de W.C. dans l'appartement) ;
- vieux logements urbains au fond de cours, abandonnés pour manque de salubrité (pas de chauffage, ni de vitres aux fenêtres) ;
- meublés vétustes, cabanes en planches, vieux camions, autobus désaffectés (qui souvent se rassemblent) ;
- blockhaus², grottes...

Dans les campagnes, on trouve des familles totalement isolées dans des maisons rurales délabrées.

Le "bidonville", ce spectaculaire groupe de baraques près des grandes villes a disparu. Les familles défavorisées sont le plus souvent regroupées dans des ensembles immenses, généralement des tours au loyer plus abordable. On appelle ces grands ensembles "la cité".

Une loi appelée "Loi Besson"³ a été votée en 1990 pour favoriser l'accès au logement des populations démunies ; elle est loin d'être appliquée et l'accès aux H.L.M. devient de plus en plus difficile pour les personnes sans ressource.

Contrairement aux années 60 où l'on passait du bidonville à la cité d'urgence, puis à l'habitat en H.L.M., on passe aujourd'hui de l'H.L.M. - que les familles ne parviennent plus à payer - à un abri précaire : squatts, vieux camions, caravanes...

Cela fait quinze ans que j'ai fait la demande d'un appartement. Là où j'habite, c'est un taudis, c'est honteux. L'assistante sociale a le dossier, le maire a le dossier et chaque année il faut le recommencer... On m'a dit que nous serions relogés, mes enfants et moi, mais nous sommes toujours là".

Recueilli par Monique, volontaire ATD, 1996

Combien sont-ils ?

"Il y a en France 5 millions de pauvres" FR3 Informations - 19h30 (15-4-97)

Les chiffres varient souvent suivant les critères retenus ; est-ce le non-travail, le manque de ressources, l'échec scolaire, la situation des personnes mal logées ou sans logement, les coupures d'électricité ou les expulsions ?...

Aucun pays n'a jusqu'à maintenant réussi à recenser exactement cette part de sa population.

¹ situation instable

² casemate, fortin : petit édifice défensif maintenant désaffecté

³ "En cas d'expulsion, le devoir numéro un est le relogement"

QUELQUES CHIFFRES

En France.

Une étude de l'INSEE ¹ sur le revenu des ménages, en France, en 1989 annonçait 5 millions de pauvres, chiffre souvent repris par les medias.

800 000 personnes, fin 1993, touchent le RMI ², ce qui avec leur famille, fait 1,5 million de personnes vivant de cette ressource. (Source : Délégation interministérielle au RMI).

En 1993, selon "L'Elu d'aujourd'hui" :

- 2 millions de personnes sont mal logées.
- 4 à 500 000 personnes sont sans domicile fixe.
- 450 000 personnes sont sans couverture sociale.

En 1995, une enquête qui permet de mieux comprendre le cumul des précarités a été menée par le CREDOC ³ :

Sur 754 personnes en grande pauvreté interrogées :

- 10 % n'ont pas de ressources.
- 60 % touchent moins de 2800F par mois.
- 78 % ont des ressources inférieures au seuil de pauvreté fixé par l'INSEE (2114,64 F/mois fin 1997).
- 42 % n'ont que les prestations sociales.
- 29 % perçoivent un salaire.
- 28 % touchent le RMI
- 26 % n'ont pas fait de demande de RMI (personnes mal informées ou dans l'impossibilité de constituer un dossier).
- 13 % ont recours à la mendicité.
- 30 % de ceux qui cherchent un emploi ne sont pas inscrits à l'ANPE⁴ (impossibilité de fournir un certificat de domicile).
- 31 % ont un état de santé dégradé.
- 1 personne sur 5 a recours aux "ressources complémentaires" : travail au noir, aides de la famille... 1/3 est de nationalité étrangère (J.O. du 27-7-95 ⁵)

Les chiffres de la misère dans le monde (sur 6 milliards d'êtres humains)

- 1,3 milliard de pauvres
- 1,2 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable
- 842 millions d'adultes ne savent ni lire ni écrire
- 507 millions de personnes mourront avant l'âge de 40 ans
- 158 millions d'enfants de moins de 5 ans n'ont pas assez à manger.

Source : Programme des Nations unies pour le Développement

¹ INSEE : Institut National de la Statistique.

² RMI : Revenu Minimum d'Insertion, allocation versée par l'Etat aux personnes sans ressources.

³ CREDOC : Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de vie.

⁴ ANPE : Agence Nationale pour l'Emploi

⁵ J.O. : Journal Officiel de la République française (ce numéro était consacré à la lutte contre la grande pauvreté)? On peut demander à le consulter à la mairie.

Pour info : chiffres 2007

En France.

La pauvreté : les revenus

Observatoire des inégalités (<http://www.inegalites.fr>), août 2007

La France compte 3,7 millions de pauvres selon la définition la plus restrictive de la pauvreté (50 % du niveau de vie médian)... Parmi les 3,7 millions de pauvres, le nombre de travailleurs pauvres (chiffres recensement 1999) s'élève à peu plus d'un million de personnes

rapport 2005-2006 de l'observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale

Sur la période 2003-2005, le chômage de longue durée s'est accru, mais une part croissante des chômeurs n'est pas indemnisée (58 % en septembre 2005). D'autre part, les chiffres officiels du chômage doivent se lire en tenant compte des radiations administratives (+16,2% en 2006-2007)

	Nombre de personnes pauvres (en milliers d'individus)	
	seuil à 50%	seuil à 60% du niveau de vie médian
2000	3 742	7 328
2001	3 557	7 167
2002	3 431	6 976
2003	3 694	7 015
2004	3 635	6 867
2005	3 733	7 136

Source : Insee, enquête revenus fiscaux

Selon l'Insee,

Entre 2004 et 2005, le seuil de pauvreté est fixé à 681 euros pour un individu si l'on considère que le seuil de pauvreté équivaut à 50% du niveau de vie médian, à 817 euros en retenant un niveau égal à 60 % du revenu médian .

(les Français considèrent en 2007 qu'on est pauvre au-dessous de 1016 €)

Pour la fondation Abbé Pierre (rapport 2007), on compte 6 millions de personnes en situation "de réelle fragilité à court ou moyen terme", 720 000 personnes connaissent des impayés de loyer de plus de deux mois.

2,6 millions de personnes recevaient une aide alimentaire des grandes associations humanitaires en 2007.

Le logement

Source : Insee. Année des données : 2001

86 000 personnes sans domicile en janvier 2001 (enquête auprès des personnes fréquentant les services d'hébergement et de restauration gratuite)

28 % des ménages les plus démunis ont des logements trop petits (contre 8% pour les autres ménages).

Ils souffrent de l'humidité (28% contre 14%), et/ou sont mal chauffés (26% contre 11%) ; et/ou en mauvais état (25% contre 8%)

rapport 2007 de la Fondation Abbé Pierre

- la restriction de l'offre de logements sociaux fragilise encore plus ceux qui sont dans une situation déjà difficile et touche maintenant les classes moyennes

- environ 100 000 SDF, 40 000 personnes vivant dans des abris de fortune (cabanes, constructions provisoires, etc.), 100 000 en camping ou en mobil-home

3,2 millions de personnes "connaissent une problématique forte de mal-logement"

3,5 millions de personnes vivent dans des logements où manque une pièce par rapport aux normes de peuplement de l'Insee, 750 000 personnes vivent dans des copropriétés dégradées

La santé

Source : Insee - Enquête sur la santé et les soins médicaux - octobre 2002 à mars 2003

Les personnes les plus pauvres consultent plus rarement un médecin ou un spécialiste. 22 % d'entre elles, contre 7% du reste de la population, n'ont pas de couverture complémentaire.

Selon le CREDOC (déc 2007), parmi les 20% de la population percevant les plus bas revenus 18% des individus déclaraient que leur état de santé n'est pas satisfaisant en 2001, mais 21% en 2004 et 2007 (dans le même temps, les classes aisées s'en tenaient régulièrement à 7% d'insatisfaction)

L'instruction

Rapport 2007 de l'Observatoire des Zones urbaines sensibles

La proportion d'élèves en retard de deux ans ou plus en sixième atteint 5,8 % en zone urbaine sensible contre 2,9 % en France. (Cet écart tend à se réduire.)

Rapport Insee 2007

9% des adultes en situation d'illettrisme au niveau national

les vacances

l'Observatoire des vacances et des loisirs des enfants et des jeunes (OVLEJ)

Près de trois millions d'enfants de 5 à 19 ans ne sont pas partis en vacances en 2004.

Seulement un enfant sur dix d'une famille dont le quotient familial est inférieur à 426 euros est concerné par les aides au départ (CAF, comités d'entreprises...)

Quelques sources à consulter (la plupart ont un Site internet) : études de l'INSEE, du CREDOC, *Journal Officiel*, *L'Elu d'aujourd'hui*, Banque mondiale, Unesco

Pour info Les chiffres de la misère dans le monde - chiffres 2007

Données Banque mondiale 2007

- 1,1 milliard de pauvres en 2001

- Plus de 100 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire ne sont pas scolarisés

Données Unesco 2007 :

- 774 millions d'adultes analphabètes, dont environ 64% seraient des femmes en 2007

- Plus de 10 millions d'enfants meurent avant l'âge de 5 ans chaque année, de maladies que l'on peut éviter. La malnutrition est la cause de la moitié de ces décès.

- 425 millions d'enfants n'ont pas accès à l'eau potable.

Quelques dates dans l'histoire de la pauvreté

"Pas le choix d'habiter et de vivre où ils veulent, pas le choix de manger ou de faire un régime, pas le choix de leur métier... Etre pauvre, c'est cela, n'avoir dans sa tête et dans sa vie qu'un seul chemin". Azouz Begag, sociologue. 1996

AU MOYEN-ÂGE, deux sortes de pauvres :

- 1- ceux qui sont protégés par les seigneurs féodaux.
- 2- les pauvres sans métier, sans terre, condamnés à l'errance et à l'aumône. Le vagabondage devient un délit qui conduit aux galères. Jusqu'au XVII^e siècle, les pauvres doivent rester "hors les murs", les portes sont fermées le soir pour protéger la ville.

XVII^{ème} SIÈCLE : des œuvres de charité¹ se mettent en place.

Vincent de Paul : secours et soins (Les Sœurs de la Charité ; l'Œuvre des Enfants trouvés)

Jean-Baptiste de la Salle : instruction des enfants (Institution des Frères des Ecoles Chrétiennes. Ecole Normale pour la formation des instituteurs).

LA REVOLUTION :

- 1- 1789 : Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.
- 2- 1790 : le Comité de Mendicité demande que l'organisation de l'assistance soit prévue par la Constitution.
- 3- 1794 : le Comité de Salut Public s'occupe des droits des pauvres dans la démocratie et parle de secours en cas d'invalidité ou d'extrême vieillesse. Le projet échoue car "les infortunés, les journaliers, les infirmes, les indigents² " sont écartés des assemblées désignant les députés des Etats Généraux. Les "chasse-pauvres" sont chargés de les éloigner.

XIX^{ème} SIÈCLE :

on s'interroge sur le "paupérisme³ ".

1848 : abolition de l'esclavage en France.

APRES LA 2^{ÈME} GUERRE MONDIALE :

Multiplication des services sociaux.

LES ANNÉES 60 :

Joseph WRESINSKI rappelle que les laissés-pour-compte existent dans les pays en croissance économique. Il demande que la solidarité s'exprime en termes de **droits de l'homme** et pas seulement en gestes de charité.

17 OCTOBRE 1987 :

Pose d'une Dalle sur le Parvis des Droits de l'Homme, au Trocadéro à Paris, en l'honneur des victimes de la misère.

1988

Le Revenu Minimum d'Insertion (R.M.I.) permet de manger à sa faim, mais interdit toute autre dépense.

1992

Le 17 octobre est proclamé par l'ONU⁴ "**Journée Mondiale de lutte contre la misère**".

1997 - 98 :

on attend la loi contre l'exclusion et la grande pauvreté...

"Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré"

Texte inscrit sur la Dalle du Trocadéro à Paris.

¹ la charité, c'est l'amour des autres qui pousse à faire le bien.

² personne sans ressources

³ état de pauvreté d'une classe sociale

⁴ Organisation des Nations Unies

LE TRAVAIL

"Les plus pauvres ne veulent plus dépendre à longueur de vie de la charité des autres"
Claude Ferrand, Le Monde 7-7-88

Pendant longtemps, les travailleurs les plus humbles étaient embauchés :

- dans des activités de manœuvres : balayeurs, hommes de peine (dans les égoûts, les abattoirs, les pompes funèbres); nettoyeurs de wagons ou de camions la nuit, chargeurs, débardeurs, aides-boueux).
- dans des occupations indépendantes : rempailleurs, ferrailleurs, chiffonniers.
- dans des travaux saisonniers : _ vendeurs de jonquilles, muguet, cresson... cueillette de fruits, vendanges, aides diverses dans les exploitations agricoles.

Aujourd'hui, ces travailleurs, **rarement qualifiés, souvent illettrés**, ne trouvent plus ces emplois qui se sont transformés ou modernisés, et que l'on confie généralement à des chômeurs plus instruits et plus "capables".

Il reste le travail à temps partiel, l'intérim, les "petits boulots", le travail au noir et surtout **les longues périodes de chômage plus ou moins rémunérées**, alternant avec le RMI quand le chômeur arrive "en fin de droits".

Il y a également des contrats subventionnés par l'Etat qui permettent de survivre avec un apport de 2000 à 3000F par mois :

- SIVP : stage d'insertion à la vie professionnelle)
- CES : contrat emploi solidarité, CIE : contrat initiative emploi
- Emplois-jeunes

parcours

De la DASS¹ à la porcherie, en passant par le pétrole, le ciment...

Monsieur B. travaille depuis 3 ans grâce à une association de sa commune qui propose à des personnes à la recherche d'un emploi des enlèvements² de volailles. Monsieur B. explique ce que représente pour lui ce travail.

"Dans une nuit, on peut avoir deux, trois ou quatre enlèvements de volailles à faire (dindons, poulets ou canards). Des chauffeurs viennent nous chercher à un point de rendez-vous et nous ramènent, ou alors, on loue une mobylette, mais c'est assez cher. Un enlèvement de volailles peut durer 45 minutes ou quelques heures. On passe beaucoup de temps sur la route. Entre deux enlèvements, on peut attendre dans les voitures une heure ou plus...

En plus des enlèvements et avec la même association, je fais le nettoyage des porcheries, c'est plus dur, mais c'est mieux payé. Et puis on travaille dehors et de jour. Avec les enlèvements de volailles, tu ne dors presque pas. Il y a des jours où je n'arrive pas à aller au travail.

Si je n'ai pas de travail, c'est plus fort que moi, je tourne en rond. A force de ne rien faire, tu n'as plus envie de travailler. J'ai travaillé avec un RMI, il fallait trier des pièces pendant 24 h par semaine. Ce n'était pas intéressant, souvent, il n'y avait rien à faire. Ça ne t'incite pas à travailler. Le RMI vu comme ça, ça pousse pas les gens à travailler.

A 13 ans, j'ai été placé par la DASS en nourrice, c'était dans une ferme. C'est là que j'ai commencé à travailler. Plus tard, j'ai travaillé dans la maçonnerie, mais j'ai attrapé la gale du ciment. Le plus dur métier que j'ai fait, c'est le nettoyage des cuves à pétrole.

Aujourd'hui, j'aimerais bien apprendre le métier de tapissier, avec une semaine à l'école, une semaine de travail, payé au SMIC.

Quand on a un travail régulier, on peut avoir un salaire plus haut, on peut payer tout ce qu'on doit. On est moins dépendant des autres aussi, qui te dépendent et puis après ça fait des histoires."

Solidarité, janvier 1996

¹ Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

² Transport de volailles du centre d'élevage jusqu'à l'abattoir.

petits boulots

La survie dans les fleurs ou dans les poubelles

Je suis mère de 5 enfants. Si je vis, c'est pour mes enfants car ils sont exceptionnels et surtout courageux. La vie ne m'a pas gâtée, mais mes enfants sont formidables. Nous avons beaucoup souffert, mais on s'en est toujours sorti. A chaque fois que je tombe, nous arrivons à nous redresser. Pour nous en sortir, nous faisons le cuivre et l'aluminium car nous ne voulons pas l'aumône ou demander la charité. Nous voulons nous en sortir par nous-mêmes.

Dernièrement, mes enfants ont vendu des jonquilles pour m'aider. Cela m'a fait très mal car ils étaient transis de froid. mais eux, ils étaient très contents car ça nous aidait à manger.

A l'école, la maîtresse m'a demandé si ma fille n'avait pas honte de faire les poubelles et les bennes. Pourquoi nous aurions honte de gagner de l'argent sans demander la charité ?

Communiqué par une volontaire permanente d'ATD

2- Vendeur de journaux

Quelques titres de journaux vendus dans la rue ou dans le métro par les sans-abris : **Macadam, [Paroles de] la Rue, Sans-Abri...**

Chômage

"L'exclus d'aujourd'hui c'est le salarié d'hier, et le salarié d'aujourd'hui, c'est l'exclus de demain"

J.C. Amara, secrétaire général de "Droits Devant"

Vivant au jour le jour pour gagner quelques billets, ils acceptent souvent des conditions de travail inadmissibles, et n'osent pas dénoncer les patrons qui omettent de les déclarer à la Sécurité Sociale. Il résulte de tout cela l'irrégularité des revenus, la perturbation de la vie familiale, et la fréquence du chômage.

Les chômeurs viennent grossir les rangs des exclus.

Quelques données :

- *Le chômage frappe 1 Français actif sur 8*
- *Le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 20700 en novembre.*
- *Il a progressé de 150 000 en un an, et s'établit à 3 121 500 personnes.*
- *Une nouvelle dégradation de l'emploi est prévue pour 1997.* Le Monde, 31-12-96

Les jeunes sont les premiers frappés par le chômage. "En dix ans, la proportion de pauvres a doublé chez les moins de trente ans" (d'après l'INSEE, publié par Ouest-France 25-9-96)

Sans emploi, plus de revenu. Sans revenu, plus de logement, car le RMI ne permet pas toujours de se procurer un toit ; alors, c'est le centre d'hébergement, pour un temps limité. Puis on se retrouve SDF, à la rue, obligé de "faire la manche".

"Pour personne je ne suis quelqu'un, et c'est cela qui blesse vraiment".

Gary Gallard, chômeur - 1996

Le Mouvement des chômeurs

Décembre 97. Janvier, février 98... Les chômeurs que l'on croyait condamnés au silence s'organisent et se révoltent. Leurs manifestations brisent la quiétude de ceux qui ont un travail sûr. Elles posent des questions nouvelles aux politiques et aux économistes : problème des inégalités, réforme fiscale, humanisation de l'administration, relance du débat sur la **Réduction du Temps de Travail (RTT)** à 35 h par semaine pour créer des emplois (de 500 000 à 700 000 au cours des années 1998 à 2000 selon les prévisions de l'OFCE¹ et de la Banque de France.

¹ Observatoire Français des Conjonctures Economiques

Les gens s'interrogent ; dans quelques années, au train où vont les choses, la majeure partie de la population ne sera-t-elle pas composée de chômeurs et de retraités ? Indemnisés avec quoi ?

"On ne prête qu'aux riches". Résultat : la richesse est de plus en plus concentrée dans un cercle étroit et souvent anonyme. N'avons-nous pas trop de banquiers et de conseillers fiscaux ? N'est-il pas scandaleux que des parlementaires revendiquent en même temps les avantages accordés à l'amarrage des bateaux de luxe et la chasse aux "resquilleurs" du R.M.I. ?

La société ne peut-elle être organisée autrement ? La devise de la République est-elle toujours : Liberté, Egalité, Fraternité ?

On a même des idées :

Toute la société est en mutation. On va vers des activités intermittentes alternant des périodes de travail et d'oisiveté. Il faut s'organiser collectivement pour pouvoir assurer la solidarité.

Il faut donc un revenu d'existence (R.E.) égal pour tous, inconditionnel et cumulable. Ces trois termes sont essentiels. Actuellement, on pourrait estimer ce revenu à 1800 f par mois par personne depuis la naissance.

Politis 21-1-98

Mendicité

Ces derniers étés, la mendicité a été interdite¹ dans le centre de plusieurs villes : Nice, La Rochelle, Perpignan. Or on ne mendie pas par plaisir, mais pour ne pas mourir de faim.

" Je fais la manche dans le métro, je n'ai pas honte de le dire, mon seul moyen pour vivre, c'est la manche. Quand j'arrive à faire 150F par jour, c'est déjà beaucoup."

(Une femme française de 53 ans, interrogée dans le métro, logeant en garni ; en couple).

JO du 27-7-95

Le visage caché...

Un jeune d'une vingtaine d'années, assis par terre, le visage caché par un chapeau mendie dans le hall d'accès à un supermarché.

Je dépose mon aumône dans sa soucoupe en disant : "Allez vite acheter un casse-croûte." Son regard émerge : "Merci, mais cette semaine, j'essaie de ne pas manger, je garde tout pour acheter un pantalon ; il y a huit mois que je porte celui-ci. Rien pour me changer, pas de linge : j'ai honte !"

Il était ouvrier agricole. Maintenant, sans travail, il dort dans une grange, se nourrissant de légumes rachitiques jetés sur le fumier, et de pommes de terre trop petites pour la récolte. Quand il n'a plus rien à manger, il vient en ville en stop pour "faire la manche".

J'insiste pour qu'il s'achète de la nourriture et je promets d'être là le lendemain avec un pantalon et du linge.

Miracle, il est venu ! Souvent, ils ont peur que je sois une assistante sociale ou quelqu'un de la police, et ils ne viennent pas.

Une alliée ATD, Saint Briec, mars 96

"Je n'ai pas d'argent, je n'ai pas de perspective, je n'ai pas d'amour, je n'ai pas de travail sérieux, et parfois je n'ai même plus envie d'en chercher. Je n'ai pas de maison, je n'ai pas d'amis, pas de sourires, pas de mains à serrer, et je ne suis même pas sûr d'avoir une réservation ferme pour l'enfer".

Jacques, Atelier d'écriture du journal *La Rue*, 1995

¹ Certains maires se justifient en disant qu'ils refusent le trouble de l'ordre public : chiens agressifs, dormeurs sur les trottoirs? Ils peuvent accepter des mendiants polis et pas trop voyants !

Engrenage de la pauvreté

"Ils ont trop de rien" (Chanson de Renaud)

Mal payé, puisque travaillant irrégulièrement, l'homme du Quart Monde dispose de peu de ressources, donc il se nourrit mal ; comme de plus il est mal logé, sa santé est déficiente. La maladie à son tour, contribue à empêcher les pères de famille de travailler, donc de gagner de l'argent, à empêcher les enfants d'aller à l'école, donc d'apprendre un métier qui pourrait leur assurer un avenir.

Les manques (d'argent, de travail, de santé, d'instruction, etc.) qui caractérisent les couches des populations les plus pauvres, sont entremêlés et se renforcent les uns les autres, dans un enchaînement sans fin :



Pris dans cet engrenage, les gens ne peuvent plus entrer dans la course, ni participer à la vie des autres. Ils finissent souvent par former un univers à part "en marge de la société".

Manque de culture

"Pour le monde de demain, il faut que les portes s'ouvrent ; il faut des relations et du partage ; chacun a quelque chose à apporter." Colloque : la culture contre la misère 1996

Plus on se trouve placé bas dans l'échelle sociale, plus ces manques s'accroissent et, lorsque les privations dépassent un certain seuil, il est difficile de distinguer, parmi tous les problèmes, celui qui prend le pas sur les autres.

Cependant, dans ce cercle vicieux, **l'absence de culture semble capitale, car elle engendre la quasi totalité de toutes les ignorances.**

"Depuis qu'il est au chômage, mon père est toute la journée sur le canapé à regarder des films. Dès qu'on veut causer, on se fait engueuler."

Constantine, 8 ans

Le monde des exclus reçoit notre culture de manière fractionnée à travers les médias, en particulier la radio et la télévision, dont il comprend difficilement les messages. De toute façon, ce qu'il entend et comprend, il n'a pas la possibilité de le vivre.

A mesure que l'on descend dans les couches les plus pauvres de la société, on voit disparaître les relations et les moyens d'épanouissement de la personne.

Plus le revenu est modeste, moins l'espace de vie offre de possibilité d'équipement pour le développement culturel et social des familles.

Les Maisons des Jeunes et de la Culture et les écoles maternelles se trouvent le plus souvent dans le centre des villes. Dans le meilleur des cas on en a installé près des HLM, mais pas dans les cités, situées en périphérie, dans les zones les moins desservies par les transports publics. Leurs habitants font de longs trajets à pied ou à bicyclette pour atteindre leur lieu de travail ; prétendrait-on leur faire encore parcourir ce chemin pour écouter une conférence ou apprendre à faire de la céramique dans un foyer culturel ?

Les habitants du Quart-Monde restent encore trop souvent en dehors des circuits et continuent à ne pas :

- savoir faire la cuisine,
- savoir équilibrer leurs dépenses,
- savoir aider leurs enfants,
- se faire comprendre du monde extérieur (en particulier, des administrations),
- inspirer l'estime et le respect qu'ils méritent,
- connaître leurs droits, et les faire valoir,
- savoir l'histoire de leur famille,
- préserver leur santé...

Incompréhension.

"Quand mon fils était petit, j'étais dans une situation très difficile. Il était passionné de dessin et j'avais décidé de l'inscrire à un atelier de peinture. Mais les gens autour de moi, dans mon quartier, m'ont critiquée. Ils disaient que c'était superflu et que je n'avais pas à me plaindre du manque de moyens matériels si j'étais capable de payer des cours de peinture à mon fils."

Une Alsacienne - Colloque "la Culture contre la Misère" 1996

Utilisation des ressources

Incohérence.

Dans les milieux défavorisés, on ne connaît pas la valeur de l'argent et malgré des efforts pour gérer le maigre budget, on fait des dépenses inutiles. Par exemple, à Noël, on offre au petit garçon des baskets de grande marque qui valent 600F la paire sans penser que ces chaussures ne seront plus à la bonne taille l'année suivante.

Pour le goûter, les enfants sont quelquefois bourrés de bonbons et de pâtisseries qui coûtent deux fois plus cher que le traditionnel pain-chocolat ou les tartines de confiture.

Les gens se disent que **de toute façon l'avenir sera sombre, alors mieux vaut tirer dans l'immédiat un minimum de satisfaction de l'argent qui vient de rentrer.**

L'insécurité matérielle appelle l'incohérence et celle-ci accentue encore l'insécurité. C'est un des nombreux cercles vicieux de la misère.

Scandale à la galerie marchande.

"Non ! Je ne marche plus ! Ils disent qu'ils n'ont pas de quoi payer la cantine des enfants, et savez-vous ce qu'ils ont fait avec l'allocation de rentrée scolaire ? Je les ai vus au "Tabac-Journaux", ils ont acheté des cartouches de cigarettes, des disques et des cassettes porno ! Mais pourquoi distribue-t-on de l'argent comme ça ? Ce qu'il faut leur donner, c'est des bons d'achat. Un pour le cartable, un pour le blouson, un pour les petites fournitures !"

Mme Renan, commerçante. Été 1997.

Souvent, les familles ignorent les "avantages" dont elles pourraient bénéficier :

Raisons invoquées pour ne pas bénéficier de bourses scolaires au collège. Sources : J.O. 27-7-95

	effectifs	%
ne savait pas que ça existait	7	16
on lui a refusé	8	18
pense qu'il n'y a pas droit	6	12
n'en a pas voulu	3	7
a oublié de faire la démarche ou trop tard, a abandonné car trop compliqué	10	22
ne sait pas	7	16
non réponse	4	9

Le pauvre paie plus cher que le riche

"Il faut être riche pour se permettre d'acheter bon marché"

La petite épicerie ou la supérette qui dessert la cité offre généralement des articles de consommation courante à des prix de 10 à 60% plus élevés que le supermarché (enquête du 2-4-97 dans une cité) Mais le supermarché est éloigné de la cité, et la maman qui ne veut pas laisser ses enfants seuls trop longtemps préfère se servir chez le commerçant du quartier d'autant plus qu'il lui permet d'acheter à crédit¹.

Et même si le pauvre habitait plus près des centres commerciaux et des marchés, il n'aurait pas la possibilité de stocker la nourriture quand les prix sont bas car il manque à la fois d'argent et d'espace pour ranger les provisions.

La précarité du logement entraîne de grosses dépenses de combustibles car le froid pénètre par les murs trop minces, les portes et les fenêtres mal jointes laissent entrer le vent.

Dans une maison trop petite aux matériaux médiocres, tout s'use plus vite qu'ailleurs, tout doit être continuellement remplacé : les chaussures s'abîment dans la boue, les vêtements qui traînent faute de placard reçoivent des taches de graisse et se détériorent rapidement.

Il faudrait des compétences exceptionnelles en économie domestique pour tirer le meilleur profit des maigres moyens, or ces foyers aux revenus les plus bas sont aussi les plus démunis à cet égard. Ils ne savent pas calculer, ils lisent mal les étiquettes et ne peuvent pas comparer les prix et les qualités. Ils font donc des achats peu judicieux et sont la proie des démarcheurs de vente à crédit aux conditions les moins favorables.

Endettement

Dans un département de la région parisienne, 244 familles ont vu leurs allocations familiales saisies entre janvier et novembre 1995.

131 familles ont en ce moment des saisies en cours :

"Les dettes de cantines scolaires, celles de consultations médicales et d'hospitalisation sont à l'origine de la presque totalité des saisies. Pourquoi l'école et la municipalité n'agissent-elles pas avant de laisser une famille accumuler les impayés ? Quant à l'hôpital, personne ne devrait plus y entrer sans avoir un droit ouvert. On requiert souvent des saisies, alors que la recherche des droits n'a même pas été faite ! Et parfois, les dettes sont vieilles de six, sept, huit ans et plus !"

Le Président de la Caisse d'Allocations familiales de la Seine Saint Denis,
responsable au syndicat CFDT décembre 1995

¹ Une nouvelle solution adoptée dans certaines cités ne semble pas non plus favoriser l'économie : on se rend au centre commercial dans la vieille voiture familiale, on achète des montagnes de marchandises avec la carte de crédit, et au bout de quelques semaines, on a des dettes qu'on n'arrivera pas à payer.

La santé

"La cantine, c'est trop cher, c'est 5F le ticket¹ ; alors, on bouffe un sachet de frites à la maison, avec un Coca, devant la télé".
Anthony, 8 ans

La santé des enfants est un gros sujet de préoccupation pour ces mères qui ignorent généralement ce qu'est la prévention, qui appellent le médecin quand il ne faudrait pas et tardent à lui téléphoner quand il faudrait qu'il vienne d'urgence. Elles comprennent mal ce que dit l'ordonnance souvent illisible, se découragent quand le traitement est trop compliqué, et ne tiennent pas compte des conseils quand ils exigent discipline et régularité².

L'enfant de familles démunies est souvent énervé ou au contraire indolent et incapable de fixer son attention. Les animateurs et les instituteurs le constatent.

Dans le logement surpeuplé où la télé hurle toute la journée quand les parents ne travaillent pas, il manque de repos et est exposé aux mésaventures de la vie des adultes : disputes, encombrement d'objets récupérés ; lave-linge qui "lâche" le jour de la grosse lessive ; tout ceci pouvant entraîner des scènes de violence.

La violence : un moyen d'expression

Les cris, j'en avais l'habitude. A la maison, papa criait tout le temps. Il injurait maman, frappait mon frère aîné. Nous vivions dans la peur, sans comprendre alors que c'était un homme humilié qui souffrait d'avoir manqué sa vie, qui portait en lui la honte de ne pouvoir donner sécurité et bonheur aux siens.

Le mal de la pauvreté est là, un homme ne peut pas vivre ainsi humilié, sans réagir. Et l'homme pauvre réagit comme il peut, frappe comme il peut.

La violence, c'était donc la manière de répondre à l'obstacle, aux difficultés de tous les jours. Et sans que j'en prenne conscience, elle devenait pour moi, tout comme pour mon père, la manière de me laver des humiliations de notre extrême pauvreté.

Ce qui me surprend toujours, malgré les années, c'est que chez nous on ne parlait que d'argent ; nous n'en avions pas. S'il en entraînait par hasard au foyer, mes parents se querellaient sur la manière de le dépenser. Et lorsqu'on parlait de quelqu'un, il était toujours riche. Ce n'était pas jalousie, mais lorsque les êtres ont faim, ils ne pensent plus qu'aux besoins du moment ; l'essentiel devient une obsession. Les disputes, les échanges se ramènent toujours à des questions d'argent.

Père Joseph Wresinski, fondateur d'ATD Quart-Monde 1980

Dans ces conditions, quelle éducation pourront recevoir les enfants ?

Les pères et les mères ne pouvant mettre en application certains principes se borneront à affirmer ce que répétaient leurs parents : "cela se fait" ou "cela ne se fait pas", "une jeune fille doit bien se tenir". "T'es un feignant" est une injure, "tu nourris pas tes gosses" le dernier des outrages car, en dépit des apparences contradictoires, on adhère à certaines valeurs fondamentales : l'homme doit travailler, gagner la nourriture de la famille, la jeune fille doit rester pure. De là un certain autoritarisme familial. Dans quelques foyers, on enferme plus ou moins les enfants, pour leur éviter d'apprendre de vilains mots, pour qu'ils n'aient pas de fâcheuses fréquentations et qu'on ne leur donne pas le mauvais exemple.

"Chez nous, y'a 4 papas. On est 8 enfants, mais je ne connais pas tous mes frères et sœurs... Ma mère, elle en fait 2 avec chaque mec... (soupirs)
Ben oui, c'est comme ça ! "
Veronika 10 ans

¹ tarif réduit...

² "Pourquoi ont-ils tant d'enfants ?" demande-t-on. C'est que les méthodes de contraception exigent une information et une vie organisée.

La planification des naissances suppose des projets d'avenir, ce qui précisément manque aux familles démunies.

Mme Fustec a 5 enfants qui lui ont été enlevés il y a quelques années, et qu'elle a récupérés.

Comme elle oublie 2 jours sur 3 de prendre sa pilule, l'assistante sociale doit la conduire chaque mois à l'hôpital pour qu'on lui fasse une piqûre.

"Mon papa quand il vient me chercher, il n'emmène pas ma sœur ; on n'est pas du même père. Et il va y avoir en plus un petit frère d'un autre bonhomme ; il n'est pas encore sorti du ventre de ma mère. Des fois, j'ai envie de tout casser dans la maison."
Boris, 7 ans

Quant à la sexualité, les informations données par la télé, l'assistante sociale ou le médecin commencent maintenant à filtrer dans les couches défavorisées, très lentement. Mais on en reste parfois aux idées qu'en avaient les gens il y a 70 ans.

Nanterre¹

Les damnés de Nanterre

"C'est la fin du monde civilisé, un milieu violent, sans espoir..." C'est ainsi que le photographe Jean-Louis Courtinat, parle du CHAPSA (Centre d'hébergement et d'assistance aux personnes sans-abri) de Nanterre, le seul centre ouvert toute l'année aux sans-abri où il a passé un an et demi.

Il dénonce "l'indigence des conditions d'hébergement" dans l'ex-dépôt de mendicité où la violence est omniprésente. Ramassés dans les rues de Paris, les "exclus" débarquent dans un état de misère physique et psychique total : alcool, drogue, sida, tuberculose font des ravages dans une population très déstructurée psychologiquement. Disposant de peu de moyens, l'équipe médicale ne peut apporter qu'une aide d'urgence. Les surveillants de la Préfecture de police sont chargés de maintenir l'ordre, aidés par les "orange", ex-SDF souvent responsables des actes de violence commis sur les sans-abri.

Document des **Petits Frères des Pauvres** ² 1996

profil médical

Les bébés ne paraissent pas présenter d'anomalies ni de déficiences particulières à la naissance, sauf un poids insuffisant quand la mère ou l'entourage fume.

Dès les premiers mois, les enfants présentent souvent des affections du rhino-pharynx entraînant des otites. Ils souffrent de troubles digestifs dus à une mauvaise alimentation (diarrhées), car les mamans ne savent pas toujours préparer un biberon.

(renseignements communiqués par la PMI³ 1996)

Dès l'âge scolaire, les caries dentaires abondent (excès de sucreries)

On détecte au bureau d'hygiène scolaire de nombreux cas de malnutrition et un manque de sommeil.

(réunion des institutrices de maternelle, assistantes sociales
et médecin de santé scolaire après la rentrée des classes 1996)

"Chez nous, y'a jamais de fruits : ça se garde pas. Maman nous donne des gâteaux au dessert, comme ça, y'a rien à éplucher".

Sidonie, 12 ans

Chez les adolescents, on relève également le manque de repos et une surconsommation de tranquillisants.

A l'heure actuelle, on constate chez les adultes la toxicomanie (qui peut être cause ou conséquence de la pauvreté), des troubles psychiques et une souffrance psychologique suffisamment perturbante pour compromettre l'insertion sociale.

(Journal Officiel 27-7-95)

¹ Ville des Hauts de Seine

² Association qui s'occupe des personnes âgées dans le besoin, matériel ou affectif

³ Protection Maternelle et Infantile

la couverture sociale

Sur 80 personnes interrogées,

- 37 % sont titulaires de la carte de la Sécurité sociale

- 18,5 % sont titulaires de la carte de soins gratuits

- 18 % n'ont ni l'une ni l'autre

(SDF, jeunes de 18 à 25 ans sans emploi ne dépendant plus des parents,
personnes sortant du RMI, étrangers en situation irrégulière)

(Journal Officiel 27-7-95)

Quelques initiatives

Des soins dentaires pour les plus démunis

La dégradation de la dentition peut devenir un signe extérieur d'exclusion préjudiciable à la réinsertion. Pour permettre aux plus démunis d'accéder aux soins dentaires, Médecins du Monde a mis en place, en 1995, une dizaine de cabinets dentaires au sein des centres Mission France.

Source : MGEN, mai 1997

Expérience pilote

Le 18 décembre dernier, la mutualité des Ardennes a ouvert en plein cœur de Charleville-Mézières une "maison de la solidarité". Les plus démunis peuvent s'y réchauffer, se restaurer, se doucher, laver leur linge, ou trouver des réponses à leurs problèmes juridiques ou administratifs.

MGEN mai 1997

Des Relais bébés aux Restos du coeur :

ils donnent aux mamans des couches, des petits pots, du lait, des conseils.

Action petit déjeuner

A Saint Brieuc les instituteurs de la Cité organisent avec le Centre social des "actions petits déjeuner" : lorsque père et mère ne travaillent pas, personne n'est debout à l'heure d'aller à l'école ; les enfants déjeunent avec ce qu'il y a dans le frigo (par ex. un Coca) ; on explique aux parents ce qu'il faut manger le matin (fruits, laitages, céréales) et comment préparer ces aliments. Dans d'autres villes, le casse-croûte est obligatoire à la "récré" du matin.

Réorientation de l'activité des centres d'examen de santé:

Tournés vers la prise en charge des populations en situation précaire, ils doivent selon le Président de la Commission Santé et Prévention, avoir pour mission "le suivi et la réintégration des exclus en les orientant au mieux dans le système de soins" (Avril 97)

LE QUART-MONDE ET L'ECOLE

"Les deux tiers des pauvres du monde sont des enfants" Joseph Wresinski, 1966

L'ignorance préoccupe moins les parents que la maladie et il n'est pas rare de voir tous les enfants rester au lit quand il fait froid au lieu d'aller à l'école. On manque la classe aussi pour accompagner le père à la biffe¹, pour aller cueillir des jonquilles au printemps, ou pour surveiller les plus petits si la mère est malade. En Quart-Monde, bien que de plus en plus on se rende compte de la nécessité de l'instruction, on n'accorde pas assez d'importance à une école qui "ne fait pas réussir".

J'étais soutien de famille à quatre ans

Sans doute, comme tous les enfants, il m'arrivait de jouer, de créer mes cachettes. mais jeux et rires ne sont pas mes souvenirs d'enfance. Ce dont je me souviens, c'est que nous avons faim et que moi le cadet, je devais participer aux efforts de survie de la famille.

Dans ce combat pour la nourriture, comme tous les gosses de la misère, je fus engagé tout jeune? J'avais quatre ans et c'était moi qui conduisais la chèvre vers les bas prés. Cette chèvre, un trésor, qui nous nourrissait tous. Un jour, par pitié, une religieuse me proposa de servir la messe chaque matin. Pouvais-je refuser une offre d'embauche, car c'était bien d'embauche qu'il s'agissait pour moi ? En répondant à la messe, j'aurais droit en effet chaque matin à un grand bol de café au lait, avec du pain, de la confiture et, les jours de fête, du beurre. En plus, on me donnerait 2 francs pas semaine. Ce sont ces 2 francs qui m'ont décidé.

C'est ainsi que je commençai à prendre en charge la famille, avant l'âge de 5 ans. Chaque matin, pendant près de 11 années, qu'il vente ou qu'il pleuve, tassé sur moi-même, noyé de sommeil, mais aussi parfois criant de rage, je longeai la grande rue saint-Jacques, et j'allai servir la messe pour que 5 centimes soient donnés à maman. Je ne crois pas avoir manqué jamais à ce rendez-vous matinal, et il me semble encore que toute mon enfance se soit bâtie autour de lui.

Il fallait que nous ayons bien faim pour que maman accepte de me jeter ainsi, petit garçon, dans la rue tous les jours. Il fallait que j'aie conscience de son désarroi pour accepter cette servitude sans m'aigrir le cœur ni injurier Dieu.

Aujourd'hui les enfants grimpent sur les décharges ou suivent la charrette de leur père pour vider caves ou greniers. Eux font "la biffe", moi je servais la messe et attendais notre nourriture à la porte du couvent.

Aujourd'hui, comme toujours, l'enfant pauvre n'a pas d'enfance. Les responsabilités lui viennent dès qu'il tient debout sur ses jambes.

Joseph Wresinski

Malgré toutes les privations et les responsabilités qui pèsent sur les enfants des exclus, **c'est lorsqu'ils sont encore au foyer qu'ils sont le moins malheureux**. Dès qu'ils pénètrent dans une école, ils sont confrontés à des exigences, ils découvrent leur appartenance à un milieu considéré comme déshonorant, ils entendent mal juger leurs parents, ils se comparent aux autres et souffrent de leur infériorité.

L'école attend d'un enfant de 6 ans qu'il soit capable d'un minimum d'autonomie, d'obéissance, et qu'il soit propre. Il doit posséder un certain vocabulaire pour apprendre à lire, et être familiarisé avec les objets courants.

Or l'enfant des cités défavorisées connaît mal certaines choses élémentaires de la vie quotidienne. Il est perturbé par les problèmes qui sont ceux de ses parents (logement, argent...) et essaie d'attirer l'attention sur lui en lançant des coups de poings ou des gros mots. Ses camarades de classe ne comprennent pas que c'est un appel au secours. Il sera peut-être tenu à l'écart des jeux et conversations.

Pour les familles du Quart-Monde, l'école reste un lieu privilégié d'une promotion sociale mais génère également des réticences et des inquiétudes. Rares sont les personnes qui vont spontanément vers les enseignants ; elles restent à l'écart des sorties de classe, et sont absentes des réunions de parents d'élèves.

¹Faire la biffe : récupérer dans les poubelles et les décharges

Peur d'être jugé

Septembre 1996

"La rentrée, ça m'a toujours fait peur", explique Jocelyne, 26 ans, mère de 3 enfants. "Cette année, c'est encore pire, car ma plus grande rentre en CP. C'est là qu'on apprend à lire et à écrire. C'est difficile, il faudra l'aider. Et moi, je ne pourrai pas".

Cette jeune femme, qui vit en région parisienne avec pour seule ressource le RMI, éprouve vis-à-vis de l'école une réticence : celle que suscite encore son propre passé scolaire, fait d'échecs successifs, à laquelle s'ajoute la crainte d'être perçue comme une "personne à part", voire une incapable, par le corps enseignant.

La perspective d'une simple discussion parent-enseignant prend une tout autre dimension et devient vite angoissante si l'on y voit une sorte d'examen. Or, les plus démunis ont cette vision des choses. Rencontrer l'instituteur ou le professeur, c'est devoir s'exprimer - mais réussira-t-on à se faire comprendre ? -, c'est se soumettre au jugement d'un individu qui vit dans un "autre monde". Et, dans bien des cas, c'est aller au devant des critiques que génèrent les résultats de l'élève. MGEN septembre 1996

Ecrit contre l'exclusion

"Mamounia, petite sœur inconnue, banlieusarde de la Cité bleue, à qui **nous avons prêté toute l'année nos soucis, notre ennui, nos bonheurs, nos espoirs**, ton monde est dur, il est le nôtre... L'espace du rêve est rétréci... Il s'est ouvert un jour pour nous, le temps d'un livre...". Tel est le préambule de "la Cité Bleue", un livre pas comme les autres né au lycée professionnel Valmy de Colombes.

A l'origine du projet, un pari lancé par deux enseignantes : un objectif d'autant plus ambitieux que les élèves auxquels il s'adressait étaient en situation de quasi échec scolaire.

"Un projet comme celui de "la Cité Bleue" présente un double intérêt. C'est tout d'abord un moyen de soutenir la démarche d'apprentissage traditionnelle en présentant de manière bien plus motivante pour les élèves des notions d'orthographe, de grammaire, de graphisme, etc. Mais c'est aussi une excellente manière de **valoriser des élèves que l'on a trop souvent l'habitude de considérer comme faibles** sur le plan scolaire. Avec "la Cité Bleue", nous avons vraiment pu faire reconnaître leur savoir-faire".(Le proviseur)

source :MGEN décembre 1995

Réputation

Dialogue entre deux institutrices (1991) :

- Vous avez vu le journal ? Le Secours Populaire a distribué des vêtements aux Mariest. Et ils les ont revendus !
- Quel culot ! C'est bien la peine qu'on s'occupe d'eux.
- Avec l'argent, la mère a acheté des jupes neuves pour ses filles !
- C'est scandaleux ! Vraiment ces gens-là c'est des "moins que rien" !
- Comme si les habits d'occasion n'étaient pas assez bons pour eux !"

Remarque : si scandale il y a, n'est-ce pas le fait que les enfants de cette famille nombreuse ont honte d'être habillés avec des vêtements déjà portés, démodés ? Ils souffrent de ne jamais pouvoir choisir des habits à leur goût et à leur taille...

L'habillement est la seule manière de rejoindre la normalité, de ne pas se sentir exclu par le regard de l'autre. Les gens qui viennent aux Restos font preuve d'ingéniosité pour être bien vêtus.

Roger F., restos du coeur, 1997

REGARDS SUR LA "Z.E.P." ¹ :

Interview :

1997- Coline - 38 ans - institutrice

Question - Combien de temps avez-vous été institutrice à l'école de la cité ?

Coline - 5 ans. Les deux premières années, ça va, mais on s'épuise vite : les gamins sont violents.

Question - Vous avez quitté cette école car vous êtes tombée malade : regrettez-vous d'avoir fait cette expérience ?

Coline. - Oui ! Je n'étais pas assez solide, j'ai trop investi, je me suis trop passionnée. C'est un endroit où l'on se remet souvent en question. Il faut sans arrêt faire des projets : c'est une incroyable dépense d'énergie. On ne peut pas y rester longtemps. A moins de n'avoir aucun souci personnel à côté. Dans cette école, les maîtres "font" des infarctus et les maîtresses tombent dans la dépression. On ne sait jamais ce que les enfants sont capables de faire. Il y a 3 ans nous avons organisé la visite d'une librairie. A la sortie, il m'a semblé que les gosses avaient grossi ! Vérification : ils avaient caché dans leur blouson les livres qu'ils avaient "piqués".

Question - Et la violence à l'école ?

Coline - Les enfants sont en permanence très grossiers entre eux, mais pas avec les enseignants. Ils ont de très gros soucis, des soucis d'adultes et sont très fortement perturbés par les problèmes familiaux qu'on étale devant eux à la maison. Alors, tout à coup, dans la classe, il y en a un qui "éclate" et lance à son voisin : "Je vais te bouliner³". Un autre prend l'idée d'escalader le tableau pour attirer l'attention...

Question - Avez-vous relevé des cas de maltraitance ?

Coline - Oui, mais ces cas sont rares⁴. Il y en a parfois un ou deux par classe qui reçoivent des volées à coups de ceinture. Si on signale l'affaire on s'expose à la vengeance des parents. Si on ne la signale pas on risque les sanctions de l'administration. Dans la plupart des cas les services sociaux mettent longtemps à réagir.

Question - Il y a vingt ans on parlait de la malpropreté de ces enfants.

Coline - La malpropreté persiste, mais ce sont des cas isolés. L'an dernier, une élève d'origine étrangère portait des vêtements crasseux, elle sentait mauvais. Je la prends à part et lui explique que demain elle doit se changer et venir avec des habits propres. Le lendemain, elle arrive gonflée comme un ballon : elle avait 2 blousons et 2 pantalons, le propre enfilé sur le sale ! Elle m'a dit que chez elle on ne se déshabille pas ; on dort tout habillé sur un matelas. Elle ne comprend pas les mots "draps" et "pyjama". 50% des familles ne lavent que le linge de corps. Les jeans, les pull-over etc sont jetés et on va en demander d'autres au bureau de bienfaisance.



une classe maternelle de ZEP, dans le Vaucluse.

Question - Quoi de neuf pour l'organisation de l'enseignement dans les Z.E.P. ?

Coline Les enfants en grandes difficultés sont pris en charge par un instituteur supplémentaire spécialisé qui donne des cours de soutien.

Un animateur qui tourne sur plusieurs écoles prend des groupes auxquels il propose différentes activités : journal de l'école, informatique, vidéo, enregistrement de cassettes pour les parents. Dans toutes les écoles il y a une bibliothèque et des activités sportives.

Question - Avez-vous un e observation à formuler ?

¹ Z.E.P. : Zone d'Éducation Prioritaire

³ bouliner : lancer une boule métallique en plein visage

⁴ remarque : quand cela se passe dans une cité, les médias en "rajoutent"

Coline - Que les parents travaillent ! En échange du R.M.I. il faudrait exiger des efforts! Balayer les halls et les escaliers des immeuble, entretenir les espaces verts, nettoyer les poubelles, ramasser les papiers et les sacs en plastique sur l'aire de jeux, aider les enfants à traverser la rue à la sortie de l'école, repeindre les portes d'entrée, surveiller la cour de récré pour qu'il n'y ait pas de bagarre. Comme ça, ils seraient occupés et se sentiraient utiles. Imaginez le profil de la classe quand deux papas seulement travaillent : les enfants eux aussi refusent toutes les contraintes : se lever, obéir, arriver à l'heure...

Extraits du carnet de bord d'une animatrice

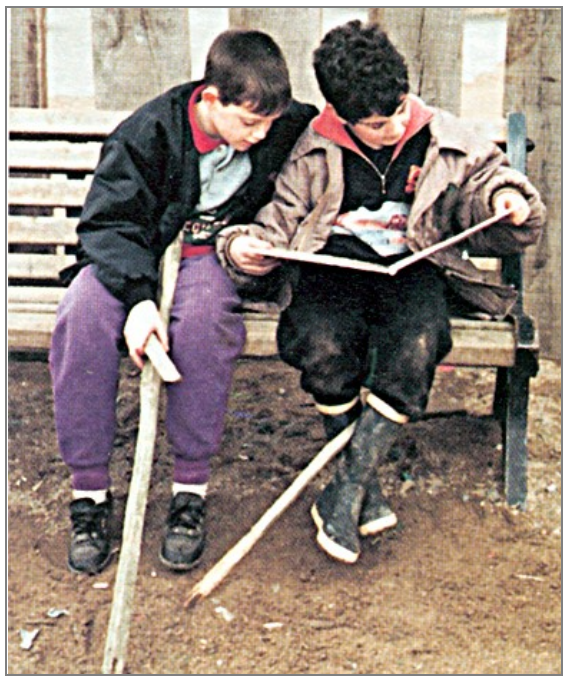
Mars 1995. *J'arrive à la Cité.*

Sur l'aire de jeux, une quinzaine d'enfants attendent "les dames des livres". Comme il n'y a pas classe le mercredi après-midi, elles regroupent les enfants qui sont dans la rue et leur apportent des livres : c'est ce qu'on appelle la Bibliothèque de rue. Les "dames des livres" arrivent avec une énorme valise de livres, si lourde qu'il faut la mettre sur roulettes. Il y a toujours des volontaires, garçons et filles, pour le pousser.

Les livres sont déposés sur une grande toile étalée sur le sol. Les enfants (de 9 à 12 ans) choisissent eux-mêmes l'ouvrage qui les intéresse et s'assoient sur un pliant pour le lire. Les plus petits, les analphabètes et les étrangers s'installent sur un banc et la "dame" leur lit le livre qu'ils ont choisi ; en général : conte de fées, aventures, histoires d'animaux (certains prennent le même livre tous les mercredis, c'est "leur" livre, et ils connaissent le récit par cœur.). On explique aux enfants les mots qu'ils ne comprennent pas, on leur demande de raconter ce qu'ils ont lu et de le commenter.

Quand l'attention se relâche, on passe à une autre activité : dessin, peinture. Ils illustrent ce qu'ils ont lu ou s'expriment en liberté avec les crayons-feutres .

Avec les "dames des livres", les enfants sont polis, serviables, respectueux. Mais entre eux, dès qu'il y a une dispute au sujet d'un crayon ou d'un album, les mots sont grossiers, voire orduriers.



La bibliothèque de rue de la cité Balzac à Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor).

Les plus grands lisent seuls.

Après la lecture, la peinture.



Septembre 1995. Nous préparons la fête du 17 octobre.

Une marionnettiste nous aide à monter un spectacle dont l'action se passe dans le Quart-Monde. Les enfants ont du mal à fixer leur attention. Ils ne peuvent pas dire le texte. On leur confie uniquement les manipulations.

Le grand jour arrive : ils jouent comme des professionnels dans la galerie marchande devant une quarantaine de gamins de la Cité et quelques rares parents.

On enregistre, on filme. Quelques mois plus tard, on passe la cassette sur le seul magnétoscope du "bloc", chez les Fernandez, dont les deux filles ont tenu un rôle dans le spectacle.

Stupéfaction ! Mme Fernandez a invité les cousins, les oncles, les tantes, les voisins de palier. Rayonnante de fierté, elle inviterait tout l'immeuble si elle pouvait. Pensez donc ! Edalia et Arminda ont réussi quelque chose, elles ont pris confiance en elles et sont devenues quelqu'un. Toute la famille est valorisée. Le drame du Quart-Monde, c'est d'être sous-estimé.

Madeleine, animatrice. Cité Balzac, Saint-Brieuc

REGARD DE LA SOCIETE

Ne jetons pas la pierre aux instituteurs. Disons seulement que les maîtres - comme d'ailleurs la plupart des corps professionnels - participent parfois, dans l'ignorance générale, aux attitudes d'indifférence, d'incompréhension envers ce peuple maladroite.

Et que dire de l'administration qui épouse l'opinion publique et au lieu de considérer ces familles comme une couche défavorisée ayant droit à des égards particuliers, les prend pour des "anormaux" ?

anecdote :

En 1996, l'animatrice de l'atelier d'écriture de la cité propose de faire participer les enfants à "la Fête des mots familiers" organisée sur le plan départemental. Un des organisateurs répond : "Je ne vois pas ce que vous pourriez faire avec ceux de la cité" !

Obligés d'appliquer un règlement plein d'embûches, les fonctionnaires s'impatientent devant l'homme du Quart-Monde qui ne comprend pas ce qu'on lui demande et s'embrouille dans les paperasses ; ils rabrouent le travailleur qui ne déclare pas à temps l'accident dont il est victime, et les pauvres gens s'en vont, découragés, n'ayant rien obtenu, **bafoués dans leur dignité**.

Témoignages

Qu'est-ce qui gâche votre temps ?

"Les attentes dans les administrations"

*"Avec les **tracas administratifs**. On a l'impression qu'on nous prend pour pas grand-chose."*

"Quand on explique quelque chose à quelqu'un et que l'on voit que la personne n'écoute pas."

1996 (débat à l'Université Quart-Monde de Rennes)

le passeport ne passe pas... les portes de l'administration

"En septembre 1994, pour le congrès de New-York, j'ai fait la demande d'un passeport. Quand je suis allée le chercher à la mairie, ils ont refusé de me le délivrer alors qu'ils l'avaient en leur possession. Le prétexte était que je faisais du bruit dans le village. L'assistante sociale à qui je demandais appui m'a fait remarquer que pour moi, un passeport était inutile. C'est vrai, pour nous les pauvres, un passeport, c'est un luxe !" Mme X. (Lorraine)

à la Poste

anecdote :

Mme P.Y. veut envoyer un mandat. Elle fait la queue au guichet, tenant à la main un billet de 100F et une lettre qui parle de "TIP", de "RIB" ou de "RIP". Elle n'y comprend rien, mais elle tient à payer ses dettes, car sa fille a été menacée de saisie pour une toute petite somme. Son tour arrive.

Mme P.Y. : - S'il vous plaît, c'est pour un mandat.

L'employée : - Vous ne savez pas qu'il faut remplir un formulaire ?

Mme P.Y. le sait, mais devant le paquet de fiches entassées sur le comptoir, elle hésite : lettre recommandée ? A.R. ? Versement à un CCP ? Contre remboursement ? Valeur déclarée ?

L'employée, irritée : - Alors quoi ? Est-ce que vous comprenez le français ?

Cependant, elle lui tend un formulaire : - Remplissez ici : nom et adresse ! Non, pas comme ça : c'est illisible. Recommencez !

Mme P.Y. s'applique à bien écrire, mais, très intimidée, elle perd les pédales et écrit la somme en anciens francs (sa mère qui n'est jamais allée à l'école continue à compter ainsi).

L'employée s'énerve : - Mais enfin, d'où sortez-vous ? Il n'y a plus que les nouveaux francs ! Mme P.Y. le sait mais sans les deux zéros, elle ne voit pas quelle valeur cela représente.

- Vous, vous feriez mieux de demander le prélèvement automatique. Mais bien sûr, votre compte n'est sûrement pas alimenté !

C'en est trop ! Et tous ces regards méprisants qui la dévisagent... Mme P.Y. quitte la Poste, s'assied sur l'escalier, épuisée. Et s'aperçoit qu'elle a perdu son billet de 100F. Elle n'ose pas revenir au guichet pour voir si quelqu'un l'a ramassé. M.M., témoin de la scène

Remarque :

Des situations comme celle-ci sont relatées dans le cahier des réclamations des bureaux de Poste. En 1996, les PTT ont pris la décision d'employer dans les villes des hôtesse pour aider les gens en difficulté.

Le métier d'éducatrice

Sylvie, éducatrice à la protection judiciaire de la jeunesse à Mantes-la-Jolie (Yvelines)

*Nous sommes mandatés par les juges pour enfants pour suivre les mineurs en difficulté, soit dans le cadre de la protection de l'enfance, soit dans le cadre pénal, pour ceux qui ont commis des délits. Dire que ce métier est pour moi une vocation, non. Ce n'est ni une vocation ni un sacerdoce. Je suis payée, j'ai des horaires, des congés, et c'est bien ainsi. **Pour tenir, il faut un minimum d'équilibre personnel, pour avoir le recul nécessaire et ne pas se laisser envahir par nos émotions.** Chaque éducateur suit en moyenne vingt-cinq dossiers à la fois. C'est à dire **vingt-cinq enfants**. Par exemple, un gamin de 15 ans,*

déscolarisé, dont le père est absent, qui se trouve sous le régime de la liberté surveillée après des vols avec violence. Je le convoque et lui explique qu'on devra se voir régulièrement, que je devrais rendre un rapport au juge sur lui dans les six mois, temps pendant lequel, ensemble, nous allons devoir essayer de trouver une solution adaptée à ses difficultés.(...)

On entend souvent des adultes dire : "J'ai été placé à la Ddass" ; ils ont l'impression d'avoir été les jouets de gens qui 'ont décidé pour eux. Aujourd'hui, le "placement " est pour nous le dernier recours : notre but est d'abord de rétablir la cellule familiale quand c'est possible. Dans le passé, quand on retirait des enfants de leur famille, on pensait que les parents étaient de mauvais parents Peut-être étions-nous imbus de notre pouvoir. Un jour, je m'en souviendrai toute ma vie, j'ai frappé à la porte d'une famille sans m'être annoncée - il n'y avait pas le téléphone. J'ai dit : « Bonjour, je viens de la part du juge." Je pensais que j'étais quelqu'un d'important. "Le juge, je l'encule", m'a-t-il été répondu, et j'ai pris la porte sur la figure.

Telerama 30-4-97

Institutions sociales

"Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille". Extrait de l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée en 1948 à Paris

Victime d'une administration mal informée et de règles manquant de souplesse, le Quart-Monde se trouve exclu de la plupart des secours auxquels il pourrait prétendre. De tout temps, la société a eu, face aux défavorisés, une attitude d'assistance ou de répression.. Par exemple, l'Eglise créa des hôpitaux au Moyen-Age pour accueillir les pauvres et **Louis XIV envoya les vagabonds aux galères.**

L'action sociale est conçue pour un dépannage de gens momentanément dans le besoin : elle **soulage la misère mais ne la détruit pas** et ce qui est plus grave, elle ne va pas toujours aux plus défavorisés.

Les assistantes sociales sont souvent **surchargées** et les organismes qui les emploient ne les encouragent pas à se consacrer aux familles les plus démunies. Sans formation spéciale en la matière, elles se tournent vers les foyers où leurs services porteront rapidement des fruits.

Les colonies de vacances s'adressent en général à des enfants d'un niveau social plus élevé et les enfants des pauvres s'y intègrent difficilement. D'autre part les démarches préalables semblent trop compliquées aux parents.

Les consultations médicales gratuites n'attirent que ceux qui peuvent se déplacer et ont la capacité d'exposer leurs problèmes.

Pour utiliser **les équipements sociaux** on doit avoir un niveau suffisant pour faire face aux formalités et il faut aussi correspondre aux normes imposées.

Par exemple pour accéder aux HLM, il faut répondre à certains critères : minimum de revenus, dimensions de la famille (il y a peu de F6 ou F7), enquête de sociabilité.

Le logement en fait n'est pas un droit mais une récompense : il faut le mériter, il faut être "un bon pauvre", sinon la famille est condamnée à l'errance, à la dislocation, ou à l'habitat de fortune.

En ce qui concerne **les avantages sociaux du chef de famille**, on imagine à quelle situation embrouillée on arrive devant des problèmes d'allocations familiales et de sécurité sociale quand, dans un foyer, il y a des enfants de plusieurs pères, l'instabilité conjugale étant une des conséquences de la misère.

Bien sûr, une commission spéciale peut intervenir dans les cas exceptionnels mais elle ne peut traiter tous les cas en suspens. Et elle ordonne des investigations et des inspections minutieuses qui laissent les parents profondément **humiliés**.

C'est alors que **les travailleurs sociaux**¹ sont rejetés, haïs par les familles qui ne voient en eux qu'un agent de pouvoir et de répression.

Ainsi, la société considère les plus défavorisés cas par cas et procède à "l'écémage" des plus dynamiques, les appels à l'aide reçoivent des réponses répressives comme **les expulsions, les saisies, les placements d'enfants.**

De notre système sont exclus ceux qui auraient le plus besoin de notre solidarité.

Placement des enfants

"Chez moi, on est 7 enfants, plus Maroussia, l'aînée. Mais depuis qu'elle a été placée, on ne la voit plus. Ça me fait peine".
Jean-Bernard, 11 ans

Madame D. a 6 enfants placés dans 5 familles nourricières différentes. Elle a le droit de voir ses enfants ; seulement voilà : la D.A.S.S. lui accorde un seul jour de visite par mois et le trajet entre les différentes maisons de placement dépasse 120km ! On imagine facilement quelle capacité extraordinaire d'organisation cela suppose pour faire coïncider les circuits et les horaires des cars. Cela suppose aussi que le budget familial permette de payer le prix du voyage. C'est ainsi que

¹ 300 000 travailleurs sociaux en France, dont 37 000 assistantes sociales et 42 000 éducateurs. Source : teleram 30-4-97

Monsieur V. fait 600 km en autostop et passe 2 nuits dehors pour aller voir ses enfants placés (il se voit d'ailleurs reprocher ses vêtements froissés et ses souliers boueux en arrivant).

Que dit-on de ces parents ? "Ils ne savent pas élever leurs enfants".

L'enfant est la seule richesse du Quart-Monde. Or un placement signifie qu'on est "mauvais père" ou "mauvaise mère". Le jugement du tribunal que reçoivent les parents noircit au maximum la situation. **Il est fréquent de lire "mère incapable... parents irrécupérables".**

Comment dans ces conditions peuvent-ils affronter les nourriciers? Ils sont brisés par la honte.

Que penser des parents nourriciers qui se font appeler papa et maman ? M. F. de X. va voir son enfant placé dans une famille.

"Voilà ton papa de X. qui vient te voir". Phrase anodine en soi qui lance une véritable gifle à ce père qui peut seulement crier qu'il est le seul et unique père de l'enfant.

Comment ces parents démunis peuvent-ils rivaliser avec le confort matériel que la famille nourricière offre à leur enfant ?

Mme M. vient offrir à François pour Noël une petite voiture en plastique achetée avec ses maigres économies. François délaisse immédiatement ce jouet ridicule pour s'amuser avec un jeu électronique que les parents nourriciers ont offert.

Tant d'humiliation crée des conflits au sein du couple : l'homme et la femme s'accusent, rejettent l'un sur l'autre la responsabilité de la situation.

Petit à petit, l'enfant se détache de cette maman mal vêtue qui vient troubler l'organisation de la maison. "Mes enfants sont heureux sans moi"... "Il ne me connaît plus" diront les parents en tentant d'expliquer que "la nourrice lui monte la tête". Mais au fond ils savent bien que quelque chose est cassé. Cette pauvre maman sait bien qu'elle doit jouer avec son Pierrot de 3 ans pour n'être pas "l'étrangère" mais elle reste là, debout, figée sous le regard gêné (qui trop souvent la juge) de la nouvelle maman qui lui vole son enfant.

Et puis qu'est-ce qu'un quart d'heure ou une heure tous les 15 jours ou tous les mois ? A quoi bon déployer des efforts sans nom pour capter un regard, un sourire, puisqu'il faudra tout recommencer à la prochaine visite et que la partie est perdue d'avance ?

Pour dire leur amour ils vont crier, se rebeller, accuser, dans un langage qui ne fera qu'aggraver la situation. On les dira violents et on prendra de multiples précautions pour les visites qu'on menace de supprimer. Mais plus nombreux sont ceux qui se réfugient dans un silence désespéré.

Voilà tout ce qu'on ne dit pas quand on juge à la légère des parents qui ne vont pas voir leurs enfants.

Monique, volontaire permanente à ATD-Quart-Monde

Un véritable enlèvement

Le 29 septembre dernier, madame Mersch attend ses enfants à la sortie de l'école, avec son bébé dans les bras.

Cinq minutes avant la sortie, un car de police arrive avec 6 policiers en uniforme, plus une voiture avec le commissaire. Le bébé est arraché des bras de la maman. Les 5 autres enfants, qui ont de 6 à 14 ans, sont emmenés de force. Tout s'est passé devant les camarades de classe et tous les autres parents qui attendaient¹.

Que ce placement soit ou non nécessaire, je refuse avec horreur que la police vienne à l'école. L'école est faite pour apprendre aux enfants, pas pour les prendre.

Communiqué par Monique volontaire permanente à ATD 1996

Idée lumineuse... à l'E.D.F.

Une idée lumineuse

"La loi interdit de couper l'électricité entre la Toussaint et mars. Alors, dans certaines cités, l'EDF a trouvé la solution : chaque famille a un quota à respecter ; dès qu'elle dépasse la consommation de KW autorisée, le compteur "saute". Il faut s'éclairer à la bougie et on risque l'incendie."

Cité Balzac, saint Briec, 16-2-96.

Protestation recueillie dans la rue par une alliée ATD

A noter : les incendies à la bougies sont fréquents.

¹ Explication d'une institutrice : "C'est plus facile à l'école que dans la famille car là, la mère hurle et le père décroche son fusil." Coline

La bougie ou la misère

Trois hommes sont morts l'autre nuit dans l'incendie d'un squat (Libération du 26-4). Les amis de 2 de ces hommes nous écrivent : "On accuse une bougie renversée d'être à l'origine de l'incendie de la nuit du 22 avril, au 33 rue de Tourtille, Paris XX° 3 hommes ont trouvé la mort. Les journaux ont dit que ces hommes étaient des squatters. C'est vrai.(...) Ils n'avaient pas choisi de vivre ainsi.(...) Ce n'est pas eulement une bougie renversée qui les a tués, c'est la misère."

Ce soir, à 18h30, à l'appel de La Bellevilleuse, les habitants du quartier se rassembleront face au 33, rue de Tourtille
Libération 3-5-95

Aucun respect...

expulsion

"Le 17 octobre 1995, une femme de 62 ans se retrouve à l'extérieur de son logement fraîchement muré et dont le contenu est emporté vers une destination qui lui est inconnue.

On ne lui a rien laissé. Elle n'a que les affaires qu'elle porte sur elle et son sac à main. Jamais elle ne pensait en arriver là : elle était soutenue par l'assistante sociale, elle allait toucher un petit pécule après le décès de son frère, et la préfecture n'avait pas accordé le recours de la Force publique.

Le 10 novembre, nous nous rendons à l'entrepôt où sont entassées ses affaires et celles d'autres victimes d'expulsion. Dans les cartons avachis, les affaires ont été déposées pêle-mêle. Pas le moindre soin pour protéger la vaisselle... Les tiroirs ont été vidés tels quels dans les cartons. Ses papiers sont éparpillés au milieu d'objets divers...

Elle retrouve même les vivres qu'elle avait achetés il y a un mois, juste avant son expulsion : de la viande qu'on ne lui a pas laissée et qui maintenant se retrouve en état de décomposition avancée.

Pour récupérer le reste de ses affaires, l'huissier a fait savoir qu'elle devra verser une grosse somme d'argent. Autant dire que pour elle, tout ce qui lui reste est définitivement perdu, y compris la belle armoire en bois sculpté qui avait appartenu à sa mère".

Relation d'un témoin 17-11-95

Reference à rappeler
BORSTALATION
HOSPITALISATION → 81634
joindre cet avis à tout paiement
Madame, Monsieur.

J'ai été chargé par le comptable désigné ci-dessus de SAISIR VOS MEUBLES.
Vous êtes en effet redevable de la somme de 383 F.
Ce montant correspond à vos contributions et aux frais restés impayés à ce jour, malgré les rappels qui vous ont été faits, et comprend la majoration au taux de 1% par application de l'article 1912 du Code général des impôts (cf. tarif au verso).
À défaut de règlement au comptable avant l'expiration de la SAISIE EFFECTIVE sera pratiquée, MÊME EN VOTRE ABSENCE, dans les conditions prévues par l'article 21 de la loi n° 91-850 du 9 juillet 1991, avec, le cas échéant, l'assistance d'un serrurier et en présence d'un Commissaire de Police **SANS PREAVIS**.

Les frais entraînés par cette opération seraient à votre charge. Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

CB/CCP A
L'ORDRE DU
TRÉSOR PUBLIC

L'agent de l'Administration de la
Mairie de Paris
M. [Signature]

TARIF DES FRAIS DE POURSUITES
(Art. 1912 du Code général des impôts)

Saisie, quelle qu'elle soit.....	5 %	du montant des sommes dues avec un minimum de 100 F
Opposition sur saisie antérieure	2.50 %	
Affiches.....	1.50 %	
Inventaire des biens saisis avant la vente.....	1 %	
Procès-verbal de vente.....	1 %	
Saisie interrompue.....	1 %	

Le décompte des frais est arrondi au franc inférieur.

avis d'huissier du 8 octobre 1994

une saisie pour une dette d'hospitalisation de 383 F...
montant minimum de la saisie : 100 F

QUI DEFEND LE QUART-MONDE ?

Les syndicats défendent rarement les intérêts spécifiques des sous-prolétaires car ceux-ci ne sont pas organisés en catégorie sociale et sont **mal considérés** parce que travaillant pour un salaire dérisoire ou faisant des petits boulots au noir.

Les partis politiques reportent à plus tard les solutions en faveur des gens du Quart-Monde (ce sont de piètres électeurs !). Et ils se heurtent à des obstacles bureaucratiques.

L'Eglise comme tout le monde et ne répond que partiellement aux besoins des plus pauvres.

Toutes les congrégations religieuses qui se sont battues pour les défavorisés, ont vu les institutions mises sur pied récupérées par les couches sociales plus élevées.

Si les différentes classes de la société parviennent aujourd'hui à se défendre, les marginaux n'ont guère la possibilité de le faire. **Pour garder leur dignité aux yeux du monde extérieur ils doivent renier leurs voisins.** Pour se débrouiller dans le monde environnant dont leur existence dépend pour l'essentiel (trouver du travail, obtenir du crédit chez le boucher, etc.) ils sont obligés de rejeter leur milieu, donc de nier leur appartenance à leur groupe. Pourtant ce peuple porte en lui **un savoir et des qualités mal exploités.**

Des valeurs méconnues

Solidarité : en Quart-Monde, on ne laisse personne à la rue, et on n'hésite pas à héberger une famille sans abri, même si lapropriétaire interdit les locataires clandestins. On partage la soupe avec les enfants du voisin alors qu'on a tout juste de quoi nourrir les siens.

Qualités d'endurance allant jusqu'à la limite de l'imaginable pour supporter les privations, l'insécurité, la honte, etc.

Soif intarissable de dignité qui s'exprime par des gestes incompréhensibles pour nous (ex : ce garçon se rue sur un autre "pour faire respecter les siens") et par les mots : "trouver du travail, vivre en paix, garder la maison propre" qui reviennent comme une obsession dans toutes les conversations.

Espoir qui rejaillit à tout propos, reprise d'un emploi, déménagement, repas qui rassemble une famille dispersée et surtout la perspective d'une naissance. Alors que dans beaucoup de familles aisées le confort, les relations, etc. passent avant l'enfant, en Quart-Monde, l'enfant est une richesse absolue. Chaque naissance est un nouveau départ, un événement qui pousse les parents à repartir du bon pied, avec l'espérance tenace que tout va s'arranger.

"Je me suis encore fait prendre, mais on s'en sortira, mon mari va sûrement trouver du travail".

"Bah ! Quand y'en a pour quatre, y'en a pour cinq. Et puis on va peut-être nous donner un autre logement..."

"C'est merveilleux un petit bébé : je veux que son avenir soit heureux."

"Le prochain il aura de l'instruction et il trouvera un métier".

"Je suis sûre qu'avec celui-là tout va changer".

Voilà ce que disent les femmes du Quart-Monde lorsqu'elles sont enceintes une fois de plus, au lieu de considérer cela comme une catastrophe...

Mais comment le peuple des exclus pourrait-il croire que ses idées ont de la valeur puisque personne ne l'écoute ? Méconnu , il reste considéré comme un assemblage de familles inintéressantes du ressort de la police, des services sociaux ou de la charité publique.

Résistance courage - et découragement

"On a du mal, on a du mal, on essaye mais on n'y arrive pas toujours".

"Je ne me suis jamais laissé aller, je n'ai pas envie que ça arrive maintenant et je me bats pour. Je me suis fixé une idée en tête : les autres y arrivent. Pourquoi pas moi ?"

Ces efforts au jour le jour sont rarement reconnus et valorisés parce que bien souvent, faute d'être soutenus et relayés par les efforts d'autrui, ils échouent.

"C'est toujours le même problème : faire une demande ? On va vous demander : "Qu'est-ce que vous faites ?" Rien. "Vous touchez quoi ?" Rien. Vous savez, les demandes à la mairie, vous vous mettez sur la liste, et il y en a trois cents qui attendent..."

J.O. du 27-7-95

La cité

Connaissez-vous cette cité ?

Elle se trouve à la périphérie de la ville. Ses hautes tours sont coincées entre une route à grande circulation et une vallée profonde encore sauvage. Les ouvriers qui vont au travail à 5h du matin y croisent parfois des renards qui viennent fouiller les poubelles.

Du fait de cet environnement dangereux les parents laissent rarement sortir leurs enfants.

*Les habitants de la cité ont mauvaise réputation. **Ils n'en peuvent plus d'être mal jugés** et supportent difficilement qu'un commerçant de la galerie marchande refuse un chèque, qu'un dépanneur n'accepte pas de venir le soir, ou qu'un jeune sur le point d'être embauché dans une entreprise se fasse renvoyer au moment où il donne son adresse.*

Si des graffiti sont signalés dans le bus des transports urbains qui passe par la cité, on accuse les jeunes du quartier. Or ce bus traverse toute la ville ! Et des dégradations sont parfois commises sur d'autres lignes.

Ils éprouvent trop de honte :

- lorsque les huissiers cherchent le lieu de travail d'une mère de famille chez les voisins du dessous ou ceux d'à côté.

- lorsque la police demande des renseignements sur les uns ou les autres.

- lorsqu'un travailleur social débarque sans avertir dans un logement juste le jour où la vaisselle n'est pas faite.

- lorsqu'on reloge les gens sans les consulter, sans les préparer au départ et à leur nouvelle installation.

- lorsqu'un ennui (dispute, chapardage, tapage nocturne) arrive 3 ou 4 fois par an, comme partout, et que tout retombe sur la cité.

un membre du Comité de réhabilitation du quartier (1996-97)

Des actions pour les exclus

Conscients des problèmes certains organismes s'en préoccupent : l'action de rue, l'action éducative en milieu ouvert, les centres de préformation, les clubs de prévention, sont autant de formes d'intervention pour faire sortir les gens de leur situation bloquée et tenter de les insérer dans la société.

Il faut s'occuper des familles et les aider à comprendre la vie et l'histoire du Quart-Monde. **Conscient de son identité**, il pourra s'approprier les moyens de sa libération.

Une longue lutte contre la misère : le mouvement A.T.D.¹ Quart-Monde

Ce mouvement a été fondé en 1956 par le père Joseph Wresinski, alors aumônier dans le camp de Noisy-le-Grand (construit à la demande de l'abbé Pierre pour loger 252 familles sans-abri). En 1997 le mouvement compte 4000 militants et 30 000 adhérents.

L'option de base est que **"tout homme quel qu'il soit porte en lui une valeur fondamentale et inaliénable"**.

Devant la dignité quotidiennement bafouée, conscient que cette condition n'était pas le fait de quelques familles, **mais de tout un peuple** à travers le monde, le père Joseph, entouré d'une équipe de volontaires, a entrepris de faire reconnaître la dignité de ce peuple et de lui rendre la parole.

¹ A.T.D. : Aide à Toute Détresse

Pour atteindre ces objectifs, les volontaires du mouvement ATD-Quart Monde (actuellement 332 dans le monde, répartis dans 23 pays : France, Angleterre, Allemagne, Suisse, Belgique, Hollande, USA, etc.) vivent en solidarité avec les familles défavorisées.

Le mouvement a créé des structures permettant l'accès au savoir et à l'expression des familles .

Les adultes se réunissent régulièrement dans les **Universités populaires du Quart-Monde**, où ils débattent entre eux et avec d'autres personnes des thèmes qui les concernent

Les bibliothèques de rue : destinées aux enfants, ce sont des lieux où le livre est roi. A partir de lui, les enfants apprennent à s'exprimer de toutes les manières (peinture, mime, théâtre, écriture, poésie, informatique).

Des **pré-écoles familiales** préparent les tout petits à l'école maternelle au cœur de la famille. Elles permettent aux parents d'aider et de mieux comprendre leurs enfants.

L'Université populaire, lieu d'expression, de communication, de formation.

"Il n'y a pas de barrières. pourtant il y a des personnes instruites qui ne parlent pas comme moi... nous avons une autre forme d'instruction que celle des livres, l'instruction que donne l'expérience de la vie de tous les jours".

"J'ai appris aussi à lire, surtout à comprendre ce que je lisais, à écouter et laisser la parole à d'autres".
réunion du 10-2-97, Université populaire des Yvelines

Quelques sujets abordés dans les Universités populaires :

"Nous parlons aussi bien des tâches ménagères que d'un travail en usine ou quelque chose comme ça. Un travail, c'est quand même quelque chose d'important, surtout au moment présent. On en a besoin pour vivre".

On parle aussi de la situation des pauvres en Inde, ou au Cameroun."

Et des charges professionnelles :

"Vous parlez de créer des emplois. Mon mari par exemple est rempailleur de chaises, mais l'URSSAF nous prenait, avec 5 enfants à charge, 3000 à 4000F tous les 3 mois, pour l'assurance vieillesse, l'assurance-maladie et maternité. On ne pouvait pas payer ça, sans compter la taxe professionnelle..."

Réunion du 28 mai 1996, à Rennes.

Le mouvement Jeunesse Quart-Monde

Il rassemble des jeunes de toutes origines qui veulent un monde de justice et de paix. Ils se réunissent régulièrement pour dialoguer, trouver ensemble des moyens de changer leur situation et créer une solidarité avec les plus démunis.

Des séminaires d'étude réunissent des spécialistes, afin d'étudier des aspects spécifiques de la vie en Quart-Monde, tel que le travail, la santé, la famille...

Cependant une constatation s'impose : aucun effort pour venir en aide à une population pauvre ne contribue à la destruction de la misère s'il ne cherche pas avant tout à répondre aux besoins des plus misérables. L'aide apportée aux moins pauvres risque d'accentuer encore l'état d'exclusion et de souffrance des plus démunis.

Concrètement, cela signifie que l'on se demande par exemple : de quelle école le Quart-Monde a-t-il réellement besoin ? Est-ce une école marginale qui ne lui offre que des voies de garage, ou d'une école dans laquelle on investisse dès le départ les meilleurs enseignants, les meilleurs moyens matériels et pédagogiques ?

De quels **logements** les familles défavorisées ont-elles besoin ? Est-ce de logements à bon marché, mal situés où le bruit et les inconvénients de la vie collective ne font qu'exacerber l'ensemble des autres problèmes, ou un logement permettant un réel épanouissement des personnes et la promotion des familles ?

Alerte

*"Le bénévolat vaudra toujours mieux qu'un assistanat que l'Etat ne peut même plus assumer".
Alain Joannès, journaliste au Télégramme 18-2-98*

La lutte contre la pauvreté et l'exclusion a été déclarée "Grande Cause Nationale" en 1994.
Sous le label ALERTE, 70 associations y adhèrent aujourd'hui, dont :

Association pour le Droit à l'Initiative économique, Armée du Salut, Association Nationale de Prévention de l'Alcoolisme, Association Setton, ATD Quart-Monde, Coordination des Associations d'Aide aux Chômeurs par l'Emploi, Association Emmaüs, Croix-Rouge Française, Entraide Protestante, Fédération française des Equipes Saint-Vincent, Fédération Nationale des Associations Familiales Rurales, Fédération Française des Banques Alimentaires, Fédération Relais, Fédération Nationale Aides Familiales à Domicile, Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réadaptation sociale, Fédération Nationale des Associations Familiales des Maisons d'Accueil, Fonds Social Juif Unifié, France Terre d'Asile, les Petits Frères des Pauvres, Médecins du Monde, Médecins sans Frontières, Relais Médical aux Délaissés, Secours Catholique, Secours Populaire Français, Société Saint-Vincent-de-Paul, Solidarités Nouvelles face au Chômage, Union Féminine Civique et Sociale, Union Nationale des Associations d'Aide à Domicile en Milieu Rural, Union Nationale des Associations gestionnaires de Foyers de Travailleurs Migrants, Union Nationale des Institutions Sociales d'Action pour Tsiganes, Union Nationale Interfédérale des Organismes Privés Sanitaires et Sociaux.

Certaines associations s'appuient sur des **bénévoles** :

Secours populaire, Secours catholique, Petits Frères des Pauvres, Compagnons d'Emmaüs, Restos du coeur... ces associations s'appuient sur des bénévoles. Le budget de l'équipe se limite aux dons et aux subventions des municipalités.

Leurs principes :

- respect et solidarité envers toutes les personnes démunies
- bénévolat **sans aucun profit direct ou indirect**
- engagement sur une responsabilité acceptée
- esprit d'équipe, rigueur dans l'action
- indépendance

"Collecte de denrées alimentaires dans les grandes surfaces

La collecte annuelle de denrées alimentaires organisée par le Secours Catholique a débuté hier et se poursuit aujourd'hui jusqu'à 19h à la sortie des grandes surfaces lamballaises. Signe des temps : de plus en plus de personnes ont recours à l'association..".

Ouest-France, 16-11-96

Ceux qui aident...

Les Banques alimentaires

Elles luttent contre le gaspillage pour nourrir ceux qui ont faim. 4200 tonnes de produits récoltés en 1996.

Le fil des ans décembre 1997

[en 2007, 9300 tonnes, selon les premières estimations, ont été offertes aux milliers de bénévoles mobilisés. Concrètement, cela représente environ 18 millions de repas, qui seront distribués aux plus démunis.]

site banqualimentaire décembre 2007



Le Secours Populaire

Des actions dans divers domaines : Citoyenneté et développement du mouvement, Urgence, Vacances, culture, loisirs et sports, Droit à la santé, Accès à l'éducation, Dignité de la personne et accès aux droits, Sécurité alimentaire



L'Armée du Salut

Les Restos du Cœur, Les Ateliers du Cœur



Réinsertion. Les Ateliers du Cœur accueillent une cinquantaine de personnes en menuiserie, petite mécanique, couture et cuisine. Ce sont des chômeurs de longue durée, bénéficiaires du RMI, qui retrouvent ainsi une activité, aussi proche que possible des conditions de travail en entreprise.

"Partout, écoute en communication. C'est le dialogue indispensable entre celui qui veut aider et celui qui a besoin d'être secouru".

Les Services d'échanges

Trois adhérents d'un système d'échange local condamnés

POURSUIVIS POUR TRAVAIL CLANDESTIN, trois adhérents du Système d'échange local (SEL) pyrénéen, un réseau d'entraide au sein duquel biens et services sont échangés sur la base de « grains de sel », ont été condamnés, mardi 6 janvier, à une amende de 2 000 francs avec sursis. Ils devront verser 1 franc de dommages-intérêts à la Fédération du bâtiment et des travaux publics et à la chambre syndicale des artisans et des petites entreprises du bâtiment de l'Ariège. Le procureur avait requis des peines de travail d'intérêt général à rencontre de Sarah Two qui avait fait réparer son toit par Robert Evans et John Mac Culloch (cf le Monde des 18, et 20 novembre 1997).

Le Monde 8-1-98

Nombreux sont les **services d'échange** (sans circulation de monnaie) qui permettent aux personnes en difficulté de se nourrir, s'habiller, créer des liens sociaux, **exister en fonction de leurs compétences et de leur désir de "s'en sortir"**.

Exemples : Je tapisse ta cuisine et tu installes l'électricité dans ma cave, j'échange deux paires de chaussures contre un manteau ; j'offre 50 kg de pommes de terre et je demande 35 kg de carottes (à la campagne).

248 **S.E.L.** (Systèmes d'Echanges locaux) regroupent 30 000 personnes en France. Mais l'Etat considère ces activités comme du travail clandestin, et traîne les adhérents devant les tribunaux !

Il y a également de nombreuses initiatives locales basées sur l'échange des connaissances. Ce sont les **réseaux du savoir partagé** : tu m'apprends à broder, je t'apprends à lire ; je ne sais pas préparer à manger, mais je vais t'apprendre à tricoter en échange de tes recettes de cuisine. C'est le principe des **Arbres et des Marchés des Connaissances**¹ : **personne ne sait tout mais tout le monde sait quelque chose.**

Les pouvoirs publics et l'administration ne sont pas seuls concernés. "La misère est l'œuvre des hommes, elle ne se détruira que par l'engagement réel de tous les hommes". Nous rencontrons tous des déshérités, nous pouvons nous demander quelle est notre attitude vis-à-vis d'eux. Le projet de civilisation qui consiste à donner la priorité aux plus exclus afin de détruire la misère requiert l'adhésion de tous. **Le Quart-Monde peu à peu se met en marche** et lance un appel à notre solidarité car ce n'est que si nous nous sentons tous concernés et affirmons notre volonté de changement en faveur d'un monde plus juste que son combat aboutira.

¹ Les Arbres de la Connaissance et la Pédagogie Freinet : voir le Nouvel Educateur, juin 97. Objectif : à l'aide de l'informatique, établir le profil des compétences, valoriser les enfants aux yeux des camarades, enseignants, parents et voisins.

Un espoir : le projet de loi d'orientation et de programmation contre l'exclusion et la grande pauvreté

Avec l'appui d'une politique résolue de l'emploi, six droits fondamentaux doivent être garantis :

- Le droit à des moyens convenables d'existence.
- Le droit à une vie familiale
- Le droit au logement
- Le droit à la protection de la santé
- Le droit à l'éducation, à la formation et à la culture
- Le droit à une égale justice

D'après les travaux de la Commission des Droits de l'Homme

Conseil Economique et Social 11-8-95 J. Chirac et les Présidents des Conseils généraux 10-95

Pour aller plus loin , ajout 2007 : l'évolution des textes de loi entre 1997 et 2007

Le 29 juillet 1998 est publiée la LOI d'orientation relative à la lutte contre les exclusions (NOR:MESX9800027L) . Que va-t-elle changer ?

Elle s'attache à l'accès à l'emploi, aux Conditions de versement de l'allocation de revenu minimum d'insertion (RMI), à l'accès au logement.

Elle affirme un « droit au logement » revendiqué depuis des années par les associations de défense des précaires : on va les consulter, on se préoccupe de l'accroissement de l'offre de logement et de l'attribution de logements locatifs sociaux.

Par ailleurs, il est prévu de « renforcer le rôle de la médecine scolaire dans les zones où le recours aux soins est insuffisant »

Pour freiner l'effet du surendettement, est prévue une « réduction de la tarification des rémunérations dues aux huissiers de justice ». Par ailleurs, si un banquier accorde un prêt à un mineur sans l'autorisation du représentant légal il sera redevable d'une amende fiscale !

Enfin, divers articles du chapitre III s'attachent à l'accès (ou au maintien) dans des logements décents pour les plus démunis. Puis viennent le droit à la culture, aux loisirs... mais ce ne sont toujours que « des objectifs ».

« L'Etat, les collectivités territoriales, les organismes de protection sociale, les entreprises et les associations contribuent à la réalisation de cet objectif. »

Vœux pieux ?

En 2004, le Conseil économique et social alerte : *"Alors que depuis plus de deux décennies le droit au logement a été proclamé et inscrit dans la loi, près de trois millions de personnes souffrent de "mal logement", voire d'absence de logement. Comment résoudre ce paradoxe ? Afin de faciliter l'accès au logement, notre assemblée esquisse les modalités susceptibles de rendre ce droit opposable. Elle propose également la création d'un service public de l'habitat et la construction de 320 000 logements dont au moins 120 000 logements sociaux par an jusqu'en 2014."*

Un « plan de cohésion sociale » est présenté en conseil des ministres en juin 2004 : il se fixe pour objectif prioritaire de ramener à l'emploi les 4 millions de personnes qui en sont exclues, notamment les RMIstes, pour un coût évalué à 12 milliards d'euros sur 5 ans.

Logement, emploi, égalité des chances et des territoires, sont les volets principaux de ce plan quinquennal.

MAIS... 3 ans plus tard, il faut bien constater que le chômage est toujours élevé particulièrement chez les plus démunis, et que le « droit au logement » reste trop souvent théorique : 3 millions de personnes souffrent toujours de "mal logement", voire d'absence de logement

La notion de « droit au logement opposable » s'est peu à peu imposée : puisqu'un individu a droit à un logement, il doit pouvoir le réclamer, par voie de justice s'il n'y a pas d'autre moyen ; on va donc encore légiférer !

La loi du 5 mars 2007 institue le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale ; elle fixe à l'Etat une obligation de résultats et non plus seulement de moyens.

Objectif principal de ce texte : garantir le droit à un logement à toute personne qui, résidant en France de façon stable et régulière, n'est pas en mesure d'accéder à un logement décent ou de s'y maintenir. A condition qu'elle sache poursuivre avec énergie, patience et compétence les démarches nécessaires, face à l'Etat qu'elle mettra en cause ?

Conclusion

Progrès ou régression ?
Où allons-nous ?

Depuis que, au XIX^e siècle, la Révolution industrielle a multiplié la quantité de biens et de services mis à notre disposition, des générations d'hommes ont cru que la misère n'était plus inévitable, que la pauvreté allait diminuer, disparaître, que **chacun pourrait trouver dans une société plus juste une place qui permettrait de vivre dignement.**

En cette fin du XX^e siècle, la croissance économique se poursuit, les profits augmentent, le niveau de vie de bon nombre d'entre nous progresse plus ou moins mais l'espoir s'est effondré et **certains parents pensent que la précarité, l'exclusion sont non seulement des fatalités, mais des nécessités.** La compétition entre les individus, la marginalisation des concurrents (sociétés ou individus) seraient une des conditions du progrès.

Peut-on fonder l'avenir sur la résignation et bientôt sur le mépris d'une partie de nos contemporains ?
Peut-on fonder les relations entre les hommes et les femmes sur d'autres bases que la générosité et la justice ? Dans quelle direction se trouve le progrès ; la régression née de la situation actuelle ne conduit-elle pas à la **barbarie** ?

Bibliographie

- Le Quart-Monde* Textes et Documents pour la Classe 17-1-90
- La misère du monde* Pierre Bourdieu Seuil, 1993
Quartiers sensibles Azouz Begag Seuil, 1994
Si les gens savaient (ouvrage scolaire pour introduire la question de la grande pauvreté et des droits de l'homme à l'école) Magnard 1994
- La boîte à musique* Jean-Michel Defromont Sciences et Service 6^e édition
- Exclusion et marginalité*
Témoignages : de la littérature à l'actualité Gallimard jeunesse 1996
- Les magazines et les journaux du 17 octobre, Journée mondiale du refus de la misère, commémorée chaque année dans toute la France (écoles, associations, communautés)
- Journal officiel* du 27 juillet 1995 : la lutte contre la grande pauvreté. 622 pages de décrets, de lois, projets, pourcentages, statistiques, avec beaucoup de témoignages
- [LOI d'orientation relative à la lutte contre les exclusions \(NOR:MESX9800027L\) du 29 juillet 1998](#)
- [Loi du 5 mars 2007 instituant le droit opposable au logement](#)
- 100 trucs contre l'exclusion* La Vie (Des renseignements sur "ceux qui s'en sortent")